

Zoom sur ...

... le dernier Examen statistique du commerce mondial 2019 de l'OMC❖ **Les échanges de marchandises ont progressé de façon modérée à l'échelle mondiale en 2018 et ralentissent depuis le début de l'année 2019**

Le volume du commerce mondial de marchandises a progressé de 3% en 2018, contre 4,6% en 2017 – à un rythme à peine plus soutenu que la hausse de 2,9% du PIB mondial sur la même période (selon les estimations de l'OMC). **L'augmentation des échanges de marchandises en valeur, de l'ordre de 10 % (à 19 671 Mds USD), s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie, notamment du pétrole** (à près de 86 USD le baril de pétrole Brent en octobre 2018). **Les combustibles et les produits miniers sont ainsi le premier poste en augmentation en 2018 (+23%)**, suivi des produits manufacturés (+8%) et des produits agricoles (+5%). Par ailleurs, **le commerce de services a enregistré une forte croissance**, de l'ordre de 7,7 % (à 5 628 Mds USD), pour la deuxième année consécutive.

Selon l'examen statistique de l'OMC, les tensions commerciales actuelles entre les Etats-Unis et la Chine et le ralentissement de la croissance économique mondiale laissent présager que **l'augmentation du commerce sera faible en 2019, estimée à 2,6%**.

❖ **L'Afrique reste peu intégrée dans le commerce international**

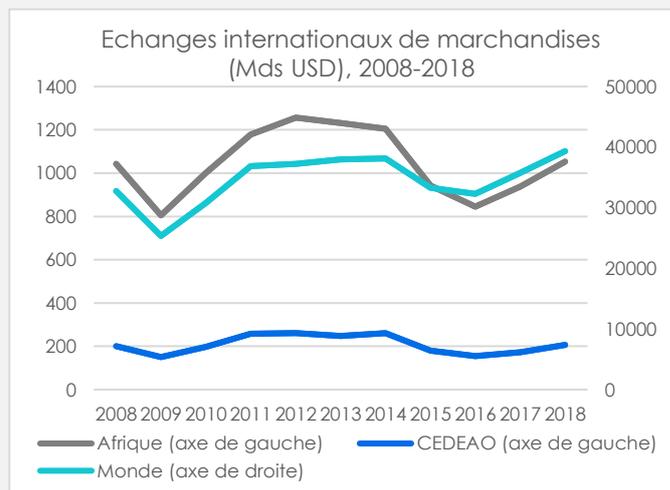
Alors que la part de l'Asie dans les exportations mondiales de marchandises a augmenté de 6 points de pourcentage au cours des dix dernières années – passant de 28 % en 2008 à 34 % en 2018 –, **la part de l'Afrique demeure mineure, ayant même diminué de 2 points – de 4% à 2% – sur la même période**. Ainsi, aucun pays africain n'apparaît dans le top 20 des principaux pays exportateurs et importateurs de biens et de services en 2018.

Cependant, le continent enregistre une **progression de ses importations et exportations de marchandises supérieure à la moyenne mondiale en 2018, de +14% et +11% respectivement**. De même, la croissance de ses échanges de services (+10% pour ses exportations, +13% pour ses importations) est l'une des plus dynamiques du monde en 2018.

❖ **Le commerce intra-régional peine à se développer en Afrique en comparaison avec les pays en développement des autres continents**

Alors que le commerce « Sud-Sud » a atteint environ 4 280 Mds USD en 2018 (Chine incluse), soit 52 % du total des exportations des économies en développement, **le commerce intra-régional en Afrique demeure limité et ne représente que 15 % des échanges des pays africains**. Il s'agit d'ailleurs d'un des principaux enjeux de **l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en juillet dernier**, censée dynamiser les échanges intra-régionaux en Afrique grâce à l'unification des régimes commerciaux, l'abaissement des droits de douanes pour 90% des produits et la simplification des procédures aux frontières (voir notre [Zoom sur le sujet](#)). La progression du commerce intracontinental pourrait soutenir le développement de l'industrie africaine.

Au sein de la Communauté économiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), **les parts du commerce intra-communautaire et intra-africain ont progressé de 2 points depuis 2008** (de 8% à 10% en 2018 dans les deux cas) mais restent largement minoritaires par rapport aux échanges des pays d'Afrique de l'Ouest avec le reste du monde (80% de leurs échanges en 2018). Pourtant, **la CEDEAO apparaît relativement intégrée par rapport aux autres communautés régionales africaines** : à titre de comparaison, le commerce intra-communautaire était de 8% au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de 2% au sein de la Communauté des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC) en 2018. Lors de la 55^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernement des pays membres de la CEDEAO tenue le 29 juin dernier à Abuja (Nigéria), les Chefs d'Etats d'Afrique de l'Ouest ont même réaffirmé leur volonté de **créer une zone économique monétaire d'ici 2020**.



Le Comité de politique monétaire de la BCEAO maintient ses principaux taux directeurs inchangés

[Le Comité de politique monétaire \(CPM\) de la BCEAO a tenu, le 4 septembre dernier, sa troisième réunion ordinaire de l'année 2019 à Dakar.](#) A l'issue des travaux, le Comité a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,5% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,5%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure également fixé à 3%. Le Comité souligne par ailleurs que : (i) le dynamisme de l'activité économique dans l'Union s'est renforcé au deuxième trimestre (T2) 2019 (6,6% contre 6,4% au T1 2019), (ii) le déficit budgétaire s'est atténué comparativement à la même période de l'année précédente (1,8% du PIB contre 2,1% au T1 2019), (iii) les réserves de change de l'Union se sont consolidées (5 mois d'importations de biens et services, contre 4,5 mois au T1 2019), (iv) le taux moyen trimestriel du marché monétaire est ressorti à 2,7% contre 4,5% au T1 2019 et (v) le niveau général des prix à la consommation a reculé de 0,3% par rapport au même trimestre de 2018.

Crédits bancaires : baisse des taux débiteurs en 2018 dans la zone UEMOA

[Selon la BCEAO, le coût du crédit a baissé de 6,92% en 2017 à 6,79% en 2018, soit une diminution de 13 points de base \(un centième de point de pourcentage\).](#) Cette baisse s'inscrit dans une dynamique baissière du coût du crédit sur ces dernières années, les taux débiteurs ayant chuté de 177 points de base selon les données de la BCEAO au cours des neuf dernières années. En 2018, la baisse des taux débiteurs a été plus importante au Niger (-45,7 points de base), en Guinée Bissau (-20,1 points de base) et au Mali (-12,9 points de base). Les principaux bénéficiaires de la réduction de coût des crédits sont les particuliers (-48 points de base) et les entreprises privées (-13 points de base). L'assouplissement de taux a été principalement observé pour les crédits à l'habitation (-45 points de base) et à l'exportation (-26,8 points de base).

28^{ème} Forum économique mondial sur l'Afrique au Cap (Afrique du Sud)

Plus de 1 000 dirigeants politiques et personnalités du monde des affaires, de la société civile et du monde universitaire sont actuellement réunis au Cap (Afrique du Sud) à l'occasion du 28^{ème} Forum économique mondial sur l'Afrique, organisé du 4 au 6 septembre 2019, dont le thème cette année est « Façonner une croissance inclusive et un avenir partagé dans la quatrième révolution industrielle ». L'ordre du jour couvre quatre domaines clés : l'innovation, le développement durable, la numérisation et la gouvernance. Plusieurs Présidents et représentants de gouvernements africains, notamment le vice-président nigérian Yemi Osinbajo, ont suspendu leur participation après les attaques xénophobes survenues à Johannesburg et Pretoria dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 2019. Aucun chef d'Etat d'Afrique de l'Ouest n'a fait le déplacement.

9^{ème} édition du Forum pour la révolution verte en Afrique (AGRF) à Accra (Ghana)

Accra (Ghana) accueille du 3 au 6 septembre 2019 [la 9^{ème} édition du Forum pour la révolution verte en Afrique](#) (AGRF). L'événement, qui rassemble des délégations provenant de plus de 70 pays, a pour ordre du jour le rôle du digital dans la transformation des systèmes alimentaires en Afrique. A cette occasion, le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) – une institution internationale conjointe du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique financée par l'Union Européenne – a présenté [son rapport sur ce sujet](#), publié en juin. Par ailleurs, la Commission de l'Union Africaine (UA), l'agence de développement de l'UA et le groupe marocain OCP (leader mondial sur le marché des phosphates), ont signé un mémorandum d'entente pour renforcer leur partenariat et soutenir le développement de l'agriculture sur le continent.

Des entreprises chinoises annoncent un investissement de plus de 770 Mds FCFA en Afrique dans des projets énergétiques

[A l'occasion de la visite à Pékin de la Chambre africaine de l'énergie \(CAE\), en fin août dernier, des entreprises chinoises se sont engagées à investir plus de 770 Mds FCFA \(1,2 Md EUR\) dans des projets d'énergétiques en Afrique.](#) Les secteurs concernés par ces investissements sont : (i) le secteur de l'électricité, (ii) le secteur des énergies renouvelables (iii) le secteur de l'exploitation du pétrole et du gaz et (iv) les infrastructures de stockage et de raffinage. Pour rappel, la CAE est une

organisation des acteurs gouvernementaux et des entreprises engagées dans le développement du secteur énergétique en Afrique.

BURKINA FASO

TICAD-VII : l'Agence burkinabè des investissements (ABI) signe un protocole d'accord avec l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)

La 7^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VII) s'est tenue du 28 au 30 août 2019 à Yokohama (Japon) sous le thème: « Promouvoir le développement de l'Afrique par le biais de la population, de la technologie et de l'innovation ». La délégation des hommes d'affaires burkinabè a été conduite par M. Mahamadi Savadogo, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF). L'Agence burkinabè des investissements (ABI) a signé un protocole d'accord avec l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO), qui vise notamment à favoriser le transfert de technologie entre les deux pays.

Les femmes du secteur minier burkinabé soutenues par la France

L'ambassade de France a signé [une convention le 30 août dernier avec l'Association des femmes du secteur Minier au Burkina Faso](#) (AFEMIB). D'un montant de 49 995 EUR, elle permettra de financer plusieurs activités : i) l'appui à l'autonomisation des femmes du site d'orpaillage de la commune de Boudri, ii) la réalisation d'un documentaire sur les femmes exerçant dans le secteur minier à Diakoudougou, iii) la sensibilisation autour de l'orpaillage et de l'usage du mercure en vue de la réduction de la pollution et de la préservation de l'environnement et de la santé humaine, et iv) un plaidoyer pour la prise en compte des femmes dans la gestion du fonds minier de développement local dans trois communes minières (Bagassi, Houndé et Bana). Ce projet s'insère dans le « Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain » (FSPI) qui financera pour l'année 2019 des projets dans « l'appui à l'encadrement du secteur aurifère artisanal ».

Prise de fonction du nouvel ambassadeur de France, M. Luc Hallade

Le nouvel ambassadeur de France est arrivé lundi 2 septembre 2019 au Burkina Faso et devrait présenter ses lettres de créances dans les jours à venir. Il remplace ainsi M. Xavier Lapeyre de Cabanes, en poste depuis 2016. M. Hallade a déjà occupé le poste d'ambassadeur en Union des Comores (2008-2011) et en RDC (2011-2015). Depuis juillet 2015, il était l'ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien.

COTE D'IVOIRE

Un nouveau gouvernement à 13 mois des élections présidentielles de 2020

[Le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, vient de procéder à un remaniement ministériel.](#) Ce nouveau gouvernement, toujours dirigé par Amadou Gon Coulibaly, compte 41 ministres, contre 36 dans le précédent gouvernement et 7 secrétaire d'Etat contre 5 précédemment. Comme changements à retenir : (i) au ministère de l'économie et des finances, le directeur de cabinet (Adama Coulibaly) devient ministre en remplacement de Koné Adama qui devient ministre auprès du Président de la République chargé des Affaires économiques et financières ; (ii) au ministère de l'économie numérique, Isaac Dé (qui devient ministre auprès du Premier ministre chargé de la coordination des Grands projets) est remplacé par Mamadou Sanogo (ministre de la Construction de 2011 à 2017) et (iii) au ministère de l'agriculture, où Kobenan Kouassi Adjoumani récupère le portefeuille et cède le ministère des ressources animales et halieutiques à Moussa Dosso (administrateur actuel de la Côte d'Ivoire à la BAfD). Pour rappel, ce remaniement intervient à seulement 13 mois des élections présidentielles qui s'annoncent très serrées.

Augmentation de la capacité de broyage de cacao de l'usine Micao

[Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la promotion des PME, Souleymane Diarrassouba, était en visite sur le site d'agrandissement de l'usine Micao du groupe américain Cargill dans la zone industrielle de Yopougon, le 29 août dernier.](#) Les travaux d'agrandissement, d'un montant de 72 Mds FCA (110 M EUR), devraient porter la capacité de broyage de l'usine de 110 000 tonnes à 170 000 tonnes d'ici 2021. Pour rappel, alors que la Côte d'Ivoire a produit 2 Mt de cacao en 2018

(près de 40% de la production mondiale), le gouvernement ivoirien s'est fixé comme objectif de réaliser une première transformation locale sur 50% de la production d'ici 2020. La capacité nationale de broyage, aujourd'hui à 31%, pourrait augmenter grâce à l'ouverture de nouvelles usines annoncées récemment par le groupe ivoirien [Ivory Cocoa Products](#) (ICP), le Suisse [Barry Callebaut](#) ou encore la société ivoirienne [Sifca Coop](#).

Accord de construction d'une usine d'assemblage Toyota en Côte d'Ivoire

À l'occasion de la 7ème édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-VII) le gouvernement ivoirien et le constructeur automobile Toyota ont signé [un accord de construction d'une usine d'assemblage en Côte d'Ivoire](#). L'usine, dont la construction doit démarrer fin 2019, sera située dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon. Son ouverture est prévue en 2021. Le montant des investissements et la taille de l'usine n'ont pas été communiqués. Les véhicules seront distribués par CFAO Motors.

Suspension du chantier Palmeraie suite à un conflit entre collectivités locales

Le groupe marocain Palmeraie, via sa filiale Palm Hospitality Africa (PHA), a dû suspendre le chantier de son projet majeur au Plateau : un complexe de 17 555 m², avec une capacité d'hébergement de 152 chambres estimé à 25 MEUR (16,4 Mds FCFA). Cette suspension est liée au conflit entre la mairie du Plateau et le district d'Abidjan sur la propriété du site. Le litige doit être tranché par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly.

Inauguration de l'Aerohub de Bolloré Transport & Logistics

La plateforme logistique « Aerohub » d'Abidjan [a été inaugurée le 4 septembre par Bolloré Transport & Logistics](#) dans la zone aéroportuaire, après 12 mois de chantier. Le montant investi pour la première phase des travaux s'élève à 4,5 Mds FCFA (6,8 M EUR). Le montant total mobilisé d'ici 2021 représente 8 Mds FCFA (12 M EUR). Elle permettra le stockage et la distribution de produits au marché ivoirien et sous régional. La phase II du projet Aerohub, qui concerne la construction d'un entrepôt exclusivement dédié à la logistique aérienne, est prévu dès la fin de l'année. Bolloré a également en projet la construction d'une plateforme logistique au PK28 dans les alentours de la nouvelle zone industrielle d'Abidjan et l'aménagement de nouveaux entrepôts de stockage et de stations d'emportage de matières premières à San Pedro.

GAMBIE

Bonne santé du secteur bancaire selon le Gouverneur de la Banque centrale

Lors du dernier Comité de politique monétaire de la Banque centrale, [le Gouverneur a affirmé que le secteur bancaire gambien était suffisamment capitalisé, très liquide et rentable](#). Le total des actifs du secteur a augmenté de 25,4% sur un an, pour atteindre 47,5% à fin juin 2019. Le ratio d'adéquation des fonds propres pondéré en fonction des risques s'établit à 29% en juin 2019, un niveau bien supérieur au minimum légal de 10%. Les actifs liquides représentent 57,9% des actifs totaux, contre 56,6% il y a un an. Le ratio d'actifs liquides sur dépôts atteint 95,6% en juin, alors que l'exigence légale est de 30%. Le montant total des dépôts s'élève à 31 Mds dalasis (556 M EUR), en hausse de 25,7% par rapport à juin 2018. Le taux de créances douteuses a diminué à 2,3%.

GUINEE

La ligne interconnectée OMVG devrait être terminée en septembre 2020

[Le 26 août, en marge d'une visite sur le site en chantier du barrage de Souapiti, le Haut-commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie \(OMVG\), Elhadj Lansana Fofana, a annoncé que la construction de la ligne électrique interconnectée devant relier la Guinée, le Sénégal, la Guinée Bissau et la Gambie était en bonne voie d'avancement et devrait s'achever en septembre 2020.](#)

Lancement du Guichet unique du commerce extérieur de Guinée (GUCEG)

[Le Président Alpha Condé a inauguré, le 3 septembre dernier, le Guichet unique du commerce extérieur de Guinée \(GUCEG\)](#). La plateforme permet désormais aux opérateurs économiques évoluant dans le domaine du commerce et du transport de communiquer des informations et des documents normalisés à travers un seul point d'entrée. Fruit d'une coopération entre le ministère

du budget et la société émiratie Webb Fontaine Group, le GUCEG traite les procédures et opérations commerciales relatives au pré-dédouanement et autres formalités de douane, jusqu'au post-dédouanement, et comprend un module de paiement électronique. Il devrait simplifier et dématérialiser les procédures d'importation et d'exportation et améliorer la compétitivité des ports et aéroports de la Guinée.

LFR 2019 : l'Assemblée nationale adopte le volet dépenses (+4,1%)

[L'Assemblée nationale a adopté le volet dépenses du budget prévu par la LFR 2019, le 4 septembre dernier.](#) Les dépenses se chiffrent ainsi à 23 222 Md GNF (2,28 Md EUR), soit +4,1% d'augmentation par rapport à la LFI. Le volet recettes ayant déjà été adopté par l'Assemblée, la LFR 2019 a été adoptée avec 40 voix pour, 20 voix contre et 3 abstentions.

LIBERIA

La Chambre des Représentants a voté pour éviter un Shutdown

[La Chambre des Représentants a voté une résolution permettant à l'Etat libérien de dépasser la limite budgétaire fixée à 1/12ème du Budget de l'année fiscale précédente,](#) pour couvrir ses besoins sur le mois d'août, en attendant le vote du Budget 2019/2020, qui devrait intervenir d'ici la mi-septembre. Pour rappel, le gouvernement a soumis sa proposition de Budget au Parlement début juillet. Les dépenses totales prévues représentent 532,9 M USD, soit une baisse de 6,5% par rapport au budget approuvé pour la période 2018/2019. Le déficit public devrait se creuser davantage, à -6,1% du PIB après -5,5% en 2018.

MALI

Habitat social : prêt (38 M EUR) de la BOAD pour le financement partiel de 1085 logements sociaux

Le Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et le Chef du gouvernement (ministre de l'Economie et des Finances) malien ont signé, le 3 septembre 2019 à Bamako, [un accord de prêt destiné à soutenir la stratégie malienne d'amélioration du cadre de vie des populations et de réduction de la pauvreté.](#) D'un montant de 38 M EUR, ce financement concernera la viabilisation d'un site situé à Samanko (42 ha, 15 km de Bamako, Commune de Mandé) et la construction de 1085 logements (785 logements sociaux, 300 logements économiques) qui seront cédés en location-vente aux bénéficiaires. Ce programme devrait toucher 8 800 personnes et promouvoir de nouveaux modes d'acquisition immobilière en faveur des populations à revenus intermédiaires. Il s'agit de la 3^{ème} opération financée par la BOAD dans le secteur de l'habitat social dans l'UEMOA. Elle porte à 950 M EUR, le montant global des engagements de la BOAD au Mali, tous secteurs confondus.

MAURITANIE

Nouveau projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019

Le gouvernement mauritanien a approuvé un projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019. Ce réaménagement du budget ne comporte pas de dispositions fiscales ni de changement du volume du budget général. Toutefois, un don de 13,7 Mds MRO (334 M EUR) a été intégré sur la base du transfert de la première tranche de l'appui budgétaire accordé par la Banque mondiale.

Prorogation d'un an de de l'accord de partenariat de pêche durable (APPD) avec l'UE

[L'accord porte sur un volume de capture estimé à 287 050 T par an par la flotte de l'UE.](#) En contrepartie, l'UE va verser une contribution financière de 61,63 M EUR par an à la Mauritanie. Ce montant est réparti comme suit : 57,5 M EUR pour l'accès aux eaux et environ 4,13 MEUR pour soutenir les communautés de pêcheurs locales en Mauritanie et améliorer la gouvernance des pêches. L'UE avait conclu en 2015, un accord de pêche d'une durée de 4 ans avec les autorités mauritanienne. Le protocole prévoyait un volume de capture estimé à 280 000 T an, contre le versement d'une contrepartie de 60 MEUR dont plus de 4 M destinés à soutenir les communautés de pêcheurs mauritaniens.

Début des travaux de forage dans le bloc C9 pour le compte de la société Total

Le navire de forage Pacific Santa Anna, appartenant à l'entreprise luxembourgeoise de forage en mer Pacific Drilling, a commencé ses activités de forage d'un puit d'une profondeur de 2 710 mètres dans les Blocs C9. Le groupe français Total détient 90% du permis d'exploration de ces blocs C9 (10 150 km²), situé en offshore profond. Le groupe détient également un permis d'exploration en offshore profond dans le bloc C7 (90 %), d'une superficie de 7 300 km², et le bloc C18 (45 %).

NIGER

Le Niger prépare une sortie sur le marché international de la dette en 2020

Selon l'agence Ecofin, le gouvernement du Niger se positionne pour emprunter jusqu'à 500 M USD auprès des banques internationales en 2020. Les autorités du pays sont en discussion avec la Banque mondiale pour obtenir une garantie partielle, dans le cas où la réalisation de cette opération venait à se réaliser. On ne sait pas encore qu'il s'agira d'un emprunt syndiqué ou d'une émission d'eurobonds. L'initiative servira à restructurer la dette du pays, dans des conditions de maturités plus longues, et de taux d'intérêt plus adaptés aux contraintes de liquidités du gouvernement. Ce dernier doit en effet procéder au refinancement d'un ensemble d'obligations sur la période 2019 et 2020, qui devrait lui coûter jusqu'à 320 M USD sur la période concernée, selon les experts.

La compagnie Niger Airlines souhaite couvrir la sous-région

La principale compagnie aérienne du Niger, ambitionne une extension de ses vols dans la sous-région. Son président directeur général, Abdoul Aziz Larabou, a exprimé cette volonté lors d'un entretien avec le président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), le 27 août dernier à Lomé. La compagnie assure des activités de transports de passagers, de fret, de vols charter, de vols privés et d'évacuations sanitaires. Niger Airlines, créée en 2012, a consacré les cinq premières années de son activité au développement des vols domestiques. Les principales régions du pays, (Agadez, Diffa, Maradi et Zinder) sont ainsi desservies par des vols réguliers.

SENEGAL

Rationalisation des dépenses de l'Etat

A compter du 1^{er} septembre 2019, le gouvernement du Sénégal a décidé de rationaliser les dépenses de communication téléphonique de l'Etat. Désormais, les agents du gouvernement, hormis les personnels du ministère des Forces armées et ceux du ministère de l'Intérieur, vont bénéficier d'une allocation forfaitaire pour charge de téléphonie mobile (entre 38 et 460 EUR selon le statut). Ces mesures permettraient au Sénégal d'économiser près de 30 Mds FCFA (46 M EUR).

Rapport de la Banque mondiale sur la politique de concurrence au Sénégal

Dans un rapport publié le 26 août dernier et intitulé « [Sénégal : de meilleurs marchés pour tous grâce à la politique de la concurrence](#) », la Banque mondiale a passé en revue l'état des politiques de concurrence et leur efficacité pour la promotion de marchés fonctionnels et une allocation plus efficace des ressources au Sénégal. Les auteurs de cette étude s'appuient sur la Trousse à outils d'évaluation des politiques de concurrence et des marchés (MCPAT) du groupe de la Banque mondiale, pour une évaluation qui viserait à répondre aux besoins de réforme microéconomique du pays et à identifier des solutions pro-concurrence viables pour améliorer les résultats des initiatives gouvernementales en cours. Selon le document, le caractère restrictif des réglementations et des politiques gouvernementales, notamment dans les secteurs de l'arachide et des télécommunications, coûtent plusieurs points de croissance à l'économie sénégalaise.

SIERRA LEONE

Obtention d'un prêt de 30 M USD de l'Eximbank de Chine pour financer la seconde phase du projet de fibre optique réalisé par Huawei

[L'Etat sierra léonais a obtenu un prêt de 30 M USD de l'Eximbank de Chine pour financer l'installation](#) de la fibre optique dans des régions jusque-là privées de connexion. Au total, 2,6 millions de personnes devraient bénéficier de cette installation. Ce projet de câble fait partie de l'ensemble

[Africa Coast to Europe](#) – géré par un consortium de 19 opérateurs et administrations avec à sa tête le groupe français Orange – qui, long de 17 000 km, relie la France à l'Afrique du Sud.

L'entreprise japonaise Itochu Corporation investira 40 M USD en Sierra Leone

[Cet investissement, qui devrait permettre de créer quelques 3 000 emplois, sera destiné à la mise en place d'une plantation d'ananas et d'une usine de transformation, dans le district de Bo. La production sera destinée à l'export, en particulier vers l'Europe, le Canada et les Etats-Unis. L'IFC, au travers d'un Mémorandum d'entente signé avec la filiale sierra léonaise d'Itochu \(Sierra Tropical Ltd.\) s'est engagée à accompagner cet investissement.](#)

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque